



PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER
SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT

**ARRETE PREFECTORAL PORTANT DEROGATION A DISTANCE
D'IMPLANTATION DU SYSTEME D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF
DE L'EURL PLAISIR D'ANTAN
SUR LA COMMUNE DE RICHEBOURG**

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la santé publique;

Vu le décret du 16 février 2017 portant nomination de Monsieur Fabien SUDRY en qualité de préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

Vu le décret du 21 juillet 2015 portant nomination de Monsieur Marc DEL GRANDE en qualité de Secrétaire Général de préfecture du Pas-de-Calais (classe fonctionnelle II) ;

Vu l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectifs et aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO₅ ;

Vu l'arrêté du Préfet coordonnateur de bassin approuvant le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin ARTOIS-PICARDIE ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2017-10-65 en date du 20 mars 2017 portant délégation de signature à Monsieur Marc DEL GRANDE, Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais ;

Vu la demande de dérogation à distance au titre de l'article 6 de l'arrêté du 21 juillet 2015 de M. et Mme JOMBART Alexandre représentant l'EURL PLAISIR D'ANTAN, présentée par la Communauté d'Agglomération Béthune-Bruay Artois Lys Romane représentée par son Président en date du 09 octobre 2017, pour l'installation d'un système d'assainissement non collectif d'une capacité de 42 EH 85, rue du Grand Chemin ;

Vu l'avis favorable du service d'assainissement non collectif de la Communauté d'Agglomération Béthune-Bruay Artois Lys Romane en date du 09 octobre 2017 ;

Vu la fiche O du 20 mai 2016 du ministère de l'environnement relative aux dispositions spécifiques aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO₅ et inférieure à 12 kg/j de DBO₅ ;

Considérant que l'installation est enterrée ou assimilée enterrée à moins de 100 mètres des habitations ;

Considérant les justifications et les dispositions préventives présentées dans le dossier de conception en matière de maîtrise des nuisances olfactives et sonores ;

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer ;

ARRETE

Article 1 : Objet de la dérogation

L'EURL PLAISIR D'ANTAN est autorisée à déroger aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté du 21 juillet 2015 pour implanter le système d'assainissement non collectif sur les parcelles cadastrées AR 141 et 230 situées sur sa commune (capacité de 42 EH) à une distance inférieure à 100 m des habitations voisines et des bâtiments recevant du public.

Article 2 : Dispositions générales

Le permissionnaire se conforme aux prescriptions générales édictées par l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015.

Les moyens techniques tels que décrits dans le dossier déposé le 8 août 2017, seront mis en œuvre pour préserver les riverains des nuisances et risques sanitaires.

En cas de survenance de nuisances sonores et/ou olfactives, le permissionnaire prendra toutes les dispositions pour en limiter les effets.

Article 3 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4 : Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 5 : Publications et informations des tiers

Une copie du présent arrêté est transmise pour information à la mairie de la commune de Richebourg. Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales descriptions sera affiché pendant une durée minimale d'un mois en mairie de Richebourg.

Le présent arrêté est à disposition du public sur le site internet de la préfecture du Pas-de-Calais pendant une durée d'au moins un an.

ARTICLE 6 : Voies et délais susceptibles de recours

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, et notamment au tribunal administratif de Lille dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par le demandeur, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

ARTICLE 7 : Exécution

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais, Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération Béthune-Bruay Artois Lys Romane, Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'EURL PLAISIR D'ANTAN, représentée par M. et Mme JOMBART Alexandre.

ARRAS, le 02 NOV. 2017

Pour le Préfet,

Le Secrétaire Général

Marc DEL GRANDE

